

UNDER EMBARGO UNTIL:
26 March 2015 (EDT)

LE WORLD JUSTICE PROJECT PUBLIE UN NOUVEL INDICE QUI MESURE LA TRANSPARENCE DU GOUVERNEMENT SELON LA PERSPECTIVE DES POPULATIONS

- *La Suède arrive en tête du World Justice Project (WJP) Open Government Index 2015*
- A travers le monde, moins de la moitié (40%) des personnes interrogées connaissaient des lois qui soutiennent le droit d'accès à l'information détenue par le gouvernement.
- Les données par pays sont disponibles sur: worldjusticeproject.org/opengov

WASHINGTON, DC (26 mars 2015) – Le World Justice Project (WJP) publie aujourd'hui le *WJP Open Government Index 2015*, qui constitue la première tentative à mesurer la transparence du gouvernement basée sur les expériences et les perceptions des populations. Les trois pays en tête du classement de l'Indice sont la Suède (1), la Nouvelle-Zélande (2), et la Norvège (3) ; et les trois pays en bas du classement sont le Myanmar (100), l'Ouzbékistan (101), et le Zimbabwe (102). Les leaders régionaux sont l'Inde (Asie du Sud) ; la Géorgie (Europe de l'Est et Asie Centrale) ; l'Afrique du Sud (Afrique Sub-Saharienne) ; le Chili (Amérique Latine et Caraïbes) ; et la Tunisie (Moyen Orient et Afrique du Nord).

Les notations du *WJP Open Government Index 2015* sont dérivées de plus de 100,000 sondages des ménages et de questionnaires d'experts nationaux. L'Index couvre 102 pays et juridictions au total, et est organisé autour de quatre aspects : la publication des lois et des données du gouvernement ; le droit à l'information ; le droit de pétition et la participation des citoyens ; et les mécanismes de réclamations.

En plus des scores et classements, le *WJP Open Government Index 2015* considère les expériences des personnes ordinaires lorsqu'ils demandent des informations au gouvernement. A travers le monde, moins de la moitié (40%) des personnes interrogées connaissaient des lois qui soutiennent le droit d'accès à l'information détenue par le gouvernement. Parmi les 11% qui ont fait une requête d'information auprès du gouvernement, seuls 72% ont reçu une réponse, et parmi ceux-ci 32% n'étaient pas satisfaits avec le processus.

Detailed, experienced-based data by country, as well as dimensional rankings and global key insights, are available at worldjusticeproject.org/opengov

Des données détaillées par pays (y compris les découpages au niveau du genre et socio-économiques), ainsi que les classements dans les différents domaines et des idées clés au niveau mondial sont disponibles sur worldjusticeproject.org/opengov

« La transparence du gouvernement est vital pour le gouvernement et les gouvernes », dit Juan Carlos Botero, Directeur Exécutif du World Justice Project. « La transparence permet d'améliorer la prestation des services publics, promouvoir la légitimité du gouvernement, et encourager les citoyens à collaborer avec le gouvernement et contrôler sa performance ».

Un rapport accompagne également le *WJP Open Government Index 2015* et fournit un aperçu mondial de la relation entre la transparence du gouvernement et d'autres aspects de gouvernance et de développement, tels que la participation au « Open Government Partnership », à l'égalité des genres, au droit à l'information dans la loi et dans la pratique, et l'impunité.

- **Statut socio-économique:** Dans 80% des pays, les personnes avec un faible revenu sont moins au courant de leur droit à l'information que les personnes à haut revenu. Dans 68% des pays, les personnes à faible revenu sont moins susceptibles de demander des informations au gouvernement. Dans 58% des pays à faible revenu, les personnes interrogées sont moins susceptibles de participer à une réunion locale au sein de leur communauté, et dans 66% des pays à faible revenu, les personnes interrogées sont moins susceptibles de déposer une plainte officielle contre le gouvernement.
- **La transparence du gouvernement et le genre:** Dans 76% des pays, les femmes sont aussi susceptibles que les hommes de faire une requête d'information auprès d'une information gouvernementale. Dans 64% des pays, les femmes sont aussi susceptibles que les hommes de participer à une réunion locale au sein de leur communauté, et dans 86% des pays, les femmes sont aussi susceptibles que les hommes de déposer une plainte officielle révoquant la qualité du service public. Néanmoins, dans la moitié des pays sondés, les femmes ont tendance à être moins au courant que les hommes au sujet des lois qui soutiennent le droit d'accéder à l'information détenue par le gouvernement.
- **Open Government Partnership:** A tous les niveaux économiques, les pays qui participent à l'Open Government Partnership obtiennent des scores plus élevés dans le *WJP Open Government Index 2015* que les pays non membres.

« Le *WJP Open Government Index 2015* examine des situations pratiques et quotidiennes, par exemple l'accès à l'information publique lorsque les personnes la demandent, ou si les personnes peuvent faire entendre leur voix et participer au processus de décision », dit Alejandro Ponce, WJP Chief Research Officer. « Nous espérons que le rapport encouragera des choix politiques qui mettent en avant la transparence, et promeut une supervision efficace des citoyens sur leur gouvernement, et accroître la collaboration entre les secteurs publics et privés. »

LES 10 PAYS EN TETE DU CLASSEMENT DANS LE WJP GOVERNMENT INDEX 2015

<u>Pays</u>	<u>Score</u>	<u>Classement Mondial</u>
Suède	0.81	1
Nouvelle Zélande	0.81	2
Norvège	0.81	3
Danemark	0.78	4
Pays-Bas	0.76	5
Finlande	0.76	6
Canada	0.75	7
Royaume-Uni	0.74	8
Australie	0.74	9
Corée du Sud	0.73	10

LES 10 PAYS EN BAS DU CLASSEMENT DANS le WJP OPEN GOVERNMENT INDEX 2015

<u>Pays</u>	<u>Score</u>	<u>Classement Mondial</u>
Cote d'Ivoire	0.40	93
Ethiopie	0.39	94
Cameroun	0.39	95
Sierra Leone	0.39	96
Venezuela	0.38	97
Cambodge	0.36	98
Iran	0.35	99
Myanmar	0.32	100
Ouzbékistan	0.32	101
Zimbabwe	0.32	102

A PROPOS DU WORLD JUSTICE PROJECT:

Le World Justice Project® (WJP) est une organisation indépendante et multidisciplinaire qui travaille à l'avancement de l'Etat de droit à travers le monde. L'Etat de droit est la base pour des communautés de paix, d'opportunité et d'équité, fondement du développement, de la responsabilité du gouvernement, et du respect des droits fondamentaux. Le World Justice Project (WJP) travaille avec des citoyens et des leaders de professions et secteurs variés à travers le monde pour faire avancer l'Etat de droit. A travers nos programmes complémentaires de Recherche et d'Expertise Académique, le WJP Rule of Law Index, et d'Engagement, le WJP cherche à accroître la connaissance publique sur l'importance fondatrice de l'Etat de droit ; à stimuler les réformes publiques ; et à développer des projets pratiques au niveau des communautés. Visitez notre site : www.worldjusticeproject.org

CONTACT MEDIA:

Matthew Harman, Directeur de la Communication

press@worldjusticeproject.org

+1 (206) 792-7676